

Conférence de Genève sur l'Afghanistan

Palais des Nations, le 28 novembre 2018

Intervention de Monsieur de Ministre Asselborn

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord saluer la détermination et le courage exceptionnels des millions d'Afghanes et d'Afghans qui ont pris le chemin des urnes, le 20 octobre dernier, souvent au risque de leur vie, pour participer au processus démocratique, et ainsi contribuer au futur de leur pays.

Il est crucial que les espoirs placés par la population dans le processus électoral soient entendus, et que l'aspiration générale à la paix et à la stabilité, soit pleinement prise en compte.

Nous le savons tous autour de cette table : il ne peut y avoir de solution militaire au conflit qui règne en Afghanistan depuis 17 ans maintenant.

A cet égard, je tiens à condamner fermement les attaques ignobles commises au cours des derniers mois, contre des centres d'enregistrement d'électeurs, mais également contre des écoles et des centres religieux, et ce encore la semaine dernière, dans la capitale, Kaboul.

Des centaines d'innocents, femmes et enfants, ont été tués par des criminels sans pitié, qui tentent par ces actes barbares de dérailler le processus démocratique en Afghanistan, et de saper l'espoir de ceux qui croient en la paix.

Ces attaques abominables renforcent notre détermination à rester aux côtés des Afghans, pour les aider à consolider le pays et faire de l'Afghanistan un pays stable et sûr.

A l'évidence, la paix en Afghanistan ne peut être atteinte que par un processus politique négocié. Pour y parvenir, toutes les parties prenantes doivent faire preuve d'une réelle volonté politique, d'un esprit d'ouverture et de compromis.

Nous saluons l'offre de paix formulée lors « du processus de Kaboul 2 », ainsi que les différentes tentatives de dialogue avec les talibans qui ont été lancées.

Nous espérons que ces initiatives pourront réellement conduire - avec l'aide des partenaires régionaux – à l'établissement d'un processus de paix viable en Afghanistan, qui culminera avec les élections présidentielles, en 2019.

Ces élections devront être inclusives, crédibles et transparentes. Les candidats à l'élection présidentielle et leurs partisans devront être à la hauteur de l'enjeu. Car ces élections peuvent constituer une opportunité réelle pour renforcer le processus démocratique.

Le prochain gouvernement aura besoin de toute sa légitimité pour relever les nombreux défis afin de remettre l'économie sur les rails, de lutter contre la pauvreté et d'endiguer la production d'opium.

Nous encourageons les autorités afghanes à accorder une attention particulière aux droits des enfants et aux droits des femmes, à mettre en place des mesures visant à prévenir les mariages forcés, la torture et la discrimination, et à protéger les droits fondamentaux des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des journalistes.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais préciser que depuis 2001, les contributions du Luxembourg en faveur de l'Afghanistan se sont élevées à près de 89 millions d'euros. Il s'agit d'aide humanitaire et de projets de coopération au développement, mais aussi d'appui sécuritaire.

Ainsi, mon pays entend contribuer à hauteur de 4 millions d'euros par an, jusqu'en 2024, en faveur du fonds d'affectation spéciale pour l'armée nationale afghane.

Seul le prononcé fait foi

Depuis 2003, mon pays a également mis à disposition plus de 320 militaires, dans le cadre des missions de l'OTAN en Afghanistan.

A l'horizon 2020, mon pays aura fourni une assistance de plus de 100 millions d'euros à l'effort de stabilisation de l'Afghanistan.

Ces contributions ne sont pas vaines. Les progrès sont là. Mais il reste du chemin à parcourir. Nous attendons un engagement réel de toutes les parties prenantes, pour que le conflit cesse, pour que le pays puisse se développer pleinement, et pour que la population afghane puisse vivre à nouveau en paix et en sécurité. C'est tout l'enjeu de notre rencontre aujourd'hui.

Je vous remercie.
